



**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE**

**REGLEMENTATION TEMPORAIRE  
D'OUVERTURE DE DEBIT DE BOISSONS**

**Vu** la demande jointe,

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 et L.2212-2

**Vu** l'article L3321-1 du Code de la Santé Publique modifié par ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015, et notamment son article L 3321-1, abrogeant le 2ème groupe de classification des boissons

**Vu** les articles L.3322-9, L.3334-2, L.3336-6, L 3334-2 du Code de la Santé Publique.

**Vu** l'arrêté préfectoral modificatif n° 20/01480 du 07 août 2020 relatif aux zones protégées dans et autour desquelles ne peuvent être installés des débits de boissons alcoolisées,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 20221363 du 09 septembre 2022 relatif à la réglementation du régime horaire des cafés, restaurants et discothèques,

**CONSIDÉRANT** que la demande présentée le **28 février 2025** peut être favorablement accueillie ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

La Déléguée Territoriale d'Auvergne de l'association « Vaincre la Mucoviscidose », est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3ème catégorie, le dimanche 27 avril 2025, de 10 heures à 19 heures, dans le « Parc de la Gazelle » à Saulzet-le-Chaud, à l'occasion de l'organisation d'une « Chasse aux œufs ».

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté accorde cette ouverture de débit de boissons à l'Association pour la 1ère fois de l'année 2025, sachant que le nombre d'ouverture est limité à 5 par an en vertu de l'article L.3334-2 du Code de la Santé Publique.

**ARTICLE 3**

L'exploitant devra prendre toute mesure afin que ne soient pas troublés l'ordre, le repos et la tranquillité publics et notamment, avertir la Gendarmerie des scènes de désordres, rixes ou querelles éventuelles.

**ARTICLE 4**

Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois en vigueur. Il en sera tiré conséquence quant à la tenue d'éventuelles autorisations futures.

**ARTICLE 5**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible sur internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6**

La Brigade de Gendarmerie de ROMAGNAT et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à ROMAGNAT, le 03 mars 2025

Le Maire,



Laurent BRUNMUROL

Publié et exécutoire le 04 Mars 2025